

RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Article 1 : Préambule

Sol France est ci-après désigné « l'organisme de formation ».

Le présent Règlement Intérieur a vocation à préciser certaines dispositions s'appliquant à tous les inscrits et participants aux différentes formations organisées par Sol France.

Article 2 : Dispositions générales

Conformément à l'article L6352-3 du Code du travail, le présent règlement intérieur a pour objet de définir les règles générales et permanentes qui s'appliquent au fonctionnement des formations et de préciser la réglementation en matière d'hygiène et de sécurité ainsi que les règles relatives à la discipline, notamment les sanctions applicables aux participants et les droits de ceux-ci en cas de sanction.

Article 3 : Champ d'application

Personnes concernées : Le présent Règlement s'applique à tous les participants inscrits à une session dispensée par Sol France et ce, pour toute la durée de la formation suivie. Chaque participant est considéré comme ayant accepté les termes du présent Règlement lorsqu'il suit une formation dispensée par Sol France et accepte que des mesures soient prises à son égard en cas d'inobservation de ce dernier.

Lieu de la formation : La formation a lieu soit dans les locaux loués par Sol France, soit dans les locaux du client, soit en distanciel. Les dispositions du présent Règlement sont applicables non seulement au sein des locaux loués mais également dans les locaux du client ainsi qu'en distanciel lorsque celles-ci sont applicables.

Article 4 : Hygiène et sécurité

Chaque participant doit, en outre, veiller à respecter les règles concernant sa sécurité personnelle et celle des autres personnes en vigueur dans l'établissement où sont dispensées les formations.

Lorsque les formations se déroulent dans une entreprise ou un établissement déjà doté d'un règlement intérieur, les mesures de sécurité et d'hygiène applicables aux participants sont celles de ce dernier règlement, en application de l'article L6352-3 du code du travail.

Les consignes de sécurité sanitaires en vigueur sont appliquées selon les recommandations gouvernementales.

Article 5 : Alcool et autres

En application du décret n° 2006-1386 du 15 novembre 2006 fixant les conditions d'application de l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif, il est interdit de fumer dans les locaux de formation, sauf dans les lieux réservés à cet usage.

Il est interdit aux participants d'apporter des boissons alcoolisées sur les lieux de formation. Il est en outre interdit de pénétrer sur les lieux de la formation en état d'ivresse.

Il est également interdit aux participants, sauf autorisation spéciale, de prendre leur repas dans les salles où sont organisées les formations.

Article 6 : Consignes d'incendie

Conformément aux articles R. 4227-37 et suivants du Code du travail, les consignes d'incendie et notamment un plan de localisation des extincteurs et des issues de secours sont affichés dans les locaux de formation de manière à être connus de tous les participants.

Article 7 : Accident

Tout accident ou incident survenu à l'occasion ou en cours de formation doit être immédiatement déclaré par le participant accidenté ou les personnes témoins de l'accident, au responsable de l'organisme de formation.

Conformément à l'article R6342-1 du Code du travail, l'accident survenu au participant pendant qu'il se trouve sur le lieu de formation ou pendant qu'il s'y rend ou en revient fait l'objet d'une déclaration par le participant auprès de la caisse de sécurité sociale.

Article 8 : Tenue et comportement

Les participants sont invités à se présenter au lieu de formation en tenue décente et à avoir un comportement correct à l'égard de toute personne présente à la session de formation.

Article 9 : Horaires de formation

Les horaires de formation sont fixés par Sol France ou l'entreprise « donneur d'ordre », le client, et portés à la connaissance des participants soit par la convocation adressée par voie électronique soit à l'occasion de la remise du programme de formation. Les participants sont tenus de respecter ces horaires. Sol France se réserve, dans les limites imposées par des dispositions en vigueur, le droit de modifier les horaires de formation. Les participants sont tenus de respecter ces horaires. En cas d'absence ou de retard à la formation, il est demandé au participant d'en avertir soit le formateur, soit le responsable de l'organisme de formation, soit le « donneur d'ordre », le client.

Les participants sont tenus de signer une feuille de présence chaque demi-journée pendant toute la durée de la formation.

Article 10 : Accès au lieu de formation

Sauf autorisation expresse de Sol France, les participants ayant accès au lieu de formation pour suivre leur formation ne peuvent faciliter l'introduction de tierce personne à la session de formation.

Article 11 : Usage du matériel

Chaque participant a l'obligation de conserver en bon état le matériel qui lui est confié en vue de sa formation et de l'utiliser conformément à son objet. L'utilisation du matériel à d'autres fins, notamment personnelles, est interdite, sauf pour le matériel mis à disposition à cet effet. A la fin de la formation, le participant est tenu de restituer tout matériel et document en sa possession appartenant à l'organisme de formation, sauf les documents pédagogiques distribués en cours ou en fin de formation.

Il est rigoureusement interdit, sauf dérogation expresse, d'enregistrer ou de filmer les sessions de formation.

Les documents pédagogiques remis pendant les formations sont protégés par les droits d'auteur. Leur reproduction, sans l'autorisation de l'organisme de formation, est formellement interdite. Ces documents ne peuvent être réutilisés que dans un objectif personnel.

Article 12 : Responsabilité de l'organisme de formation

Sol France décline toute responsabilité en cas de perte, vol ou détérioration des objets personnels de toute nature apportés par les participants sur le lieu de formation.

Article 13 : Respect de la confidentialité des données participants

Toute personne en formation chez Sol France ou salarié ou sous-traitant de l'organisme de formation s'engage à garder confidentielles toutes informations personnelles et professionnelles des participants qui seraient portées à leur connaissance.

Article 14 : Sanctions

Tout manquement du participant à l'une des dispositions du présent règlement intérieur pourra faire l'objet d'une sanction.

Constitue une sanction, au sens de l'article R. 922-3 du Code du travail, toute mesure, autre que les observations verbales, prise par le responsable de l'organisme de formation ou son représentant, à la suite d'un agissement du participant considéré par lui comme fautif, que cette mesure soit de nature à

affecter immédiatement ou non la présence de l'intéressé dans la formation ou à mettre en cause la continuité de la formation qu'il reçoit.

Les amendes ou autres sanctions pécuniaires sont interdites.

Selon la gravité de l'agissement fautif, la sanction pourra consister soit en un avertissement, soit en un blâme, soit en une mesure d'exclusion définitive.

Le responsable de l'organisme de formation doit informer de la sanction prise :

- L'employeur, lorsque le participant est un salarié bénéficiant d'une action de formation ;
- L'employeur et l'organisme paritaire qui a pris à sa charge les dépenses de la formation, lorsque le participant est un salarié bénéficiant d'une action de formation ;
- L'organisme qui a assuré le financement de l'action de formation dont a bénéficié le participant.

Article 15 : Procédure disciplinaire

Aucune sanction ne peut être infligée au participant sans que celui-ci ait été informé au préalable des griefs retenus contre lui.

Lorsque le responsable de l'organisme de formation ou son représentant envisage de prendre une sanction qui a une incidence, immédiate ou non, sur la présence d'un participant dans une formation, il est procédé comme suit :

- Le responsable de l'organisme de formation ou son représentant convoque le participant en lui indiquant l'objet de cette convocation. Celle-ci précise la date, l'heure et le lieu de l'entretien. Elle est écrite et adressée par lettre recommandée ou remise à l'intéressé contre décharge.
- Au cours de l'entretien, le participant peut se faire assister par une personne de son choix (participant ou salarié de l'organisme de formation). La convocation mentionnée ci-dessus fait état de cette faculté.
- Le responsable de l'organisme de formation ou son représentant indique le motif de la sanction envisagée et recueille les explications du participant.
- Dans le cas où une exclusion définitive de la formation est envisagée et où il existe un conseil de perfectionnement, une commission de discipline est constituée, où siègent des représentants des participants. Elle est saisie par le responsable de l'organisme de formation ou son représentant après l'entretien susvisé et formule un avis sur la mesure d'exclusion envisagée. Le participant est avisé de cette saisine. Il est entendu sur sa demande par la commission de discipline. Il peut être assisté par une personne de son choix, participant ou salarié de l'organisme de formation dans le délai d'un jour franc après sa réunion.

La sanction ne peut intervenir moins d'un jour franc, ni plus de quinze jours, après l'entretien, ou le cas échéant, après la transmission de l'avis de la commission de discipline. Elle fait l'objet d'une décision écrite et motivée, notifiée au participant sous la forme d'une lettre qui lui est remise contre décharge ou d'une lettre recommandée. Lorsque l'agissement a donné lieu à une mesure conservatoire d'exclusion temporaire à effet immédiat, aucune sanction définitive relative à cet agissement ne peut être prise sans que le participant ait été informé préalablement

des griefs retenus contre lui et éventuellement que la procédure ci-dessus décrite ait été respectée.

Article 16 : Dispositions diverses

A la fin de chaque formation, le participant se voit remettre une évaluation de la formation qu'il doit remplir. Une attestation de fin de formation sera ensuite délivrée aux participants.

Article 17 : Entrée en vigueur

Un exemplaire du présent règlement est disponible sur le site Internet de Sol France et/ou communiqué aux participants lors de l'envoi de la convocation à la session de formation.

Le présent règlement entre en vigueur à compter du 01/01/2022.